



## Face à la finance, le contre pouvoir citoyen doit s'exprimer

**Attac interroge les candidats à la présidentielle :**

**« Quelles sont vos solutions à la crise ? »**

- Constatant leur incapacité à résoudre la crise les responsables politiques européens proposent désormais la mise en place d'une taxe sur les transactions financières.
- Depuis plus de 10 ans Attac proposait, sans être entendu, cette solution (voir « taxe Tobin ») comme premier remède à la folie des spéculateurs.
- Le revirement des responsables politiques est bien la preuve que la crise les dépasse et que, au contraire, les solutions proposées par Attac n'ont rien d'utopique et sont tout à fait réalisables.
- Il faut cependant aller plus loin dans la mise en place de mesures radicales pour désarmer la finance et imposer de nouvelles règles aux banques !
- Attac formule des propositions car un autre monde, qui ne serait pas dominé par la finance, est possible. Vous pourrez les consulter sur notre site <http://www.france.attac.org/>
- Attac interpelle les candidats à l'élection présidentielle pour qu'ils se déterminent clairement. Leurs réponses à nos questions, dont le résumé est au verso, montreront quels sont les intérêts qu'ils défendent.

**POUR UN CONTRE POUVOIR CITOYEN EFFICACE ET RESOLU FACE à LA FINANCE**

**SOUTENEZ ATTAC PAR VOS DONS OU VOTRE ADHESION**

**ATTAC c'est l' Association pour la Taxation des Transactions Financières et l' Action Citoyenne**

Pour adhérer, consulter notre site : [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org).

Pour soutenir notre groupe local, (Châtenay-Malabry- Antony – Bourg-la-Reine - LePlessis Robinson – Sceaux) qui est à l'initiative de ce tract et de sa distribution, contacter :

[attac.cables92@gmail.com](mailto:attac.cables92@gmail.com)

## **ATTAC interroge les candidats à la présidentielle**

- **Sont-ils favorables aux propositions préconisées par ATTAC pour chacun des quatre chantiers majeurs du domaine de la finance ?**
- **Quelles mesures proposent-ils de mettre en place, par quels moyen et selon quel calendrier ?**

<h3><b>Régulation financière</b></h3> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction définitive des mécanismes spéculatifs les plus dangereux</li><li>• l'instauration de contrôles sur les mouvements de capitaux</li><li>• le retrait de l'agrément aux institutions financières qui détiennent des filiales dans les paradis fiscaux et judiciaires</li><li>• la séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement, le démantèlement des banques « trop grosses pour faire faillite »</li></ul>	<h3><b>Financement des dépenses publiques</b></h3> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'arrêt du recours des États aux marchés financiers pour financer les déficits publics</li><li>• le lancement d'emprunts publics directement auprès des ménages européens pour financer la transition écologique et la création d'emplois</li><li>• une réforme fiscale mettant fortement à contribution les catégories privilégiées et les grandes entreprises</li><li>• la réforme de la Banque centrale européenne et des Banques centrales nationales leur assignant pour mission non seulement la stabilité des prix mais le développement de l'emploi et la conversion écologique</li><li>• la possibilité pour la BCE et les Banques centrales nationales de financer directement les États au lieu de refinancer les banques pour qu'elles prêtent ensuite aux États à des taux bien supérieurs</li></ul>
<h3><b>Banques</b></h3> <ul style="list-style-type: none"><li>• la nationalisation intégrale du capital des banques sous perfusion</li><li>• la mise en place d'un contrôle social et démocratique sur les banques publiques, par leur transformation en banques coopératives d'intérêt collectif</li><li>• l'instauration d'une politique du crédit différenciée selon les caractéristiques sociales et écologiques des projets à financer</li><li>• l'obligation pour les banques publiques de prendre en pension des titres de la dette publique française afin de contribuer aux investissements publics indispensables à la création d'emplois et à la transition écologique</li></ul>	<h3><b>Dette</b></h3> <ul style="list-style-type: none"><li>• demander aux services de l'État de répondre favorablement aux demandes d'information issues de la société civile concernant les origines de la dette publique et la répartition actuelle des titres entre catégories d'acteurs économiques</li><li>• mettre en œuvre un processus d'audit pluraliste de la dette publique, avec la participation des services de l'État mais aussi d'experts indépendants et de citoyens</li><li>• s'appuyer sur les résultats de cet audit pour examiner les modalités d'une restructuration de la dette publique qui contribue à restaurer des marges de manœuvre pour les finances publiques.</li></ul>